Cipango

Cahiers d'études japonaises

20 | 2013

Nouveaux regards sur les arts de la scène japonais I

Noémi GODEFROY, *Autour de la question de l'île d'Ezo : évolution des rapports de domination septentrionale et des relations avec l'étranger au Japon, des origines au XIX^e siècle*

Thèse de doctorat soutenue sous la direction de François Macé, INALCO, 2013, 679 + 115 p.

Noémie Godefroy

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cipango/2007>

DOI : 10.4000/cipango.2007

ISSN : 2260-7706

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2013

ISSN : 1164-5857

Référence électronique

Noémie Godefroy, « Noémi GODEFROY, *Autour de la question de l'île d'Ezo : évolution des rapports de domination septentrionale et des relations avec l'étranger au Japon, des origines au XIX^e siècle* », *Cipango* [En ligne], 20 | 2013, mis en ligne le 17 décembre 2014, consulté le 30 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cipango/2007> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cipango.2007>

Ce document a été généré automatiquement le 30 juin 2021.

Cipango est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Noémi GODEFROY, *Autour de la question de l'île d'Ezo : évolution des rapports de domination septentrionale et des relations avec l'étranger au Japon, des origines au XIX^e siècle*

Thèse de doctorat soutenue sous la direction de François Macé, INALCO, 2013, 679 + 115 p.

Noémie Godefroy

- 1 Avant de devenir une colonie du Japon moderne au XIX^e siècle, puis une partie intégrante du territoire japonais en 1869 sous le nom de Hokkaidō, l'île d'Ezo (*Ezo-chi* 蝦夷地) faisait partie d'un système plus vaste de régions septentrionales incluant le nord du Tōhoku, l'extrême sud de Sakhaline (*Kita-Ezo* 北蝦夷, « Ezo du nord ») et les Kouriles méridionales (*Oku-Ezo* 奥蝦夷, « Ezo des confins »). Ce système constituait une plaque tournante entre les sphères économiques et culturelles japonaise, aïnoue, nivkhe et continentale. Longtemps reléguée à la marge de l'histoire officielle japonaise, l'« histoire de ces territoires du nord » (*hoppō-shi* 北方史) est appréhendée depuis le milieu des années 1970 comme une facette de l'histoire japonaise à part entière. Notre thèse a pour vocation de présenter une « histoire japonaise vue du nord » en langue française. Dans cette optique, nous avons souhaité analyser conjointement l'évolution des rapports de domination dans le septentrion japonais et l'évolution diplomatique, économique, stratégique et politique japonaise, ainsi que de leurs influences mutuelles, des origines au tournant du XIX^e siècle. Par « rapports de domination », nous entendons les rapports de force entre les différents protagonistes régionaux menant à un contrôle complet, partiel ou conjoint des activités économiques, des rapports sociaux, et de la gestion administrative de cette région.
- 2 Structuré en six parties, adoptant une temporalité longue et une approche résolument transdisciplinaire, notre travail se penche plus particulièrement sur l'époque d'Edo, et

a pour objectif ultime de mettre en lumière les origines de ce qui peut être considéré comme la première véritable transgression shogunale vis-à-vis des édits de l'ère Kan'ei : la mise sous tutelle shogunale de l'île d'Ezo et l'expansion du territoire shogunal jusqu'aux rives de la mer d'Okhotsk à partir de 1799.

- 3 Une première partie fait office de longue introduction historique et théorique ; elle couvre la période allant des origines à la fin du XVI^e siècle. Elle propose une analyse du paradigme dichotomique antique « barbare/civilisé » (*ka.i chitsujo* 華夷秩序) d'inspiration chinoise, ainsi que de l'évolution de la frontière septentrionale de l'État japonais – son locus, sa nature et sa fonction. Une telle étude nous permet de mettre en lumière les rapports complexes d'interdépendance commerciale et d'antagonisme régional entre les populations soumises au contrôle impérial et les Emishi, qui s'y soustraient. Les zones de contact entre ces deux populations sont en effet lieux d'intenses échanges, attestés dès le X^e siècle, mais très probablement plus anciens. Les produits de ce commerce (principalement du saké et du riz, des objets en fer ou en laque côté japonais) échangés contre des denrées piscicoles (saumon, ormeaux, laminaires, peaux de phoques et de loutres de mer), ou issues des échanges continentaux (plumes d'aigle, de faucon), sont fortement convoités par les deux parties, dans le sens où ils jouent notamment le rôle de marqueurs sociaux. En ce sens, le contrôle de cette région revêt une importance politique et économique certaine pour l'État japonais en formation et en expansion, et fait l'objet de guerres entre clans – Abe, Fujiwara, Minamoto, Kiyohara – dans la période précédant l'avènement du shogunat de Kamakura.
- 4 Face à un antagonisme méridional japonais toujours plus pressant, et à l'arrivée de la nouvelle menace mongole par l'ouest, la culture aïnoue se développe dès le XIII^e siècle. Elle naît d'un métissage des cultures présentes autour de la mer d'Okhotsk – continentale, nivkhe, Satsumon – et d'apports techniques et culturels japonais. Cette « société sans État », à pouvoir politique non coercitif et sans système d'écriture, est caractérisée par une économie de subsistance basée sur la chasse, la pêche et une agriculture limitée, ce qui explique sa relative faiblesse démographique et son habitat éparpillé. Mais les Aïnous pratiquent également activement le commerce, d'où une société fortement hiérarchisée, que reflètent les formes très sophistiquées de cérémonies de renvoi animal, et les nombreux types de chants (les *yukar*). Devant cette unification culturelle croissante des Aïnous, le contrôle japonais du sud de l'île s'accroît : des places fortes sont installées et des conflits interethniques s'ensuivent. Leur résolution voit la présence japonaise au sud de l'île se renforcer et s'institutionnaliser à la fin du XVI^e siècle avec la mise en place du fief de Matsumae (*Matsumae-han* 松前藩).
- 5 Cet évènement s'insère dans la seconde partie de notre travail, dans laquelle nous analysons la mise en place du « paradigme référentiel nippocentré » (*nihongata ka.i chitsujo* 日本型華夷秩序) au début du XVII^e siècle, ainsi que le statut et le rôle de l'île d'Ezo à l'intérieur de celui-ci. Du fait du choix du Japon de privilégier une économie physiocratique et bullioniste plutôt que mercantiliste face au phénomène de « mondialisation archaïque », et face à l'émergence des premiers empires maritimes européens, le shogunat restreint son commerce extérieur avec les édits de l'ère Kan'ei, appelés rétrospectivement les « interdictions maritimes » (*kaikin seisaku* 海禁政策). Il s'entoure de « bouches d'ouverture » à vocation d'intermédiaires (Dejima, Nagasaki, les fiefs de Tsushima, Satsuma et Matsumae) et de zones tampons de nature tributaire (les

Ryūkyū et Ezo). Matsumae assume le rôle d'intermédiaire unique avec les Aïnous et de garant de la seule frontière terrestre japonaise. Une nouvelle fois, le contrôle de l'île d'Ezo se révèle d'une grande importance économique, car celle qui constitue encore une énigme cartographique, imaginée par les Occidentaux comme une sorte d'Eldorado oriental, recèle de nombreuses ressources (métaux précieux, denrées animales). De plus, elle joue toujours le rôle de plaque tournante commerciale avec les Kouriles, Sakhaline et le continent, malgré l'illégalité de tels échanges dans le cadre des restrictions maritimes. Les finances et l'existence même du fief en viennent à dépendre entièrement du commerce nippon-aïnou, tout comme l'économie de subsistance autochtone.

- 6 Ces enjeux économiques septentrionaux mettant en relation Aïnous, fief et shogunat sont analysés dans notre troisième partie. Nous nous penchons ici sur l'interdépendance croissante entre le fief et les Aïnous, perceptible dans les poèmes chantés de ces derniers et matérialisée par les audiences et cérémonies de soumission (*uimam* et *omusha*), organisées et mises en scène par Matsumae. Les tensions intra- et interethniques dans ces relations se soldent par un conflit armé en 1669 et la mue des comptoirs de commerce (*akinaiba* 商い場) du territoire aïnou en exploitations piscicoles et sylvicoles. Le système économique proto-industriel et protocapitaliste des « lieux d'entreprise » (*basho ukeoi seido* 場所請負制度) voit le jour. Il présente le double avantage de renforcer le contrôle domanial sur la population aïnoue et de répondre à une demande shogunale toujours croissante de farine de hareng, utilisée en tant qu'engrais, ainsi que de « produits en ballots » (*tawaramono* 俵物) – holothurie, ormeau, laminaire – qui remplacent les métaux précieux comme produits d'exportation vers la Chine. Il en résulte une ingérence toujours plus forte des maisons marchandes dans la vie domaniale et l'économie de subsistance des Aïnous. Ceux-ci en viennent à cumuler les rôles de faire-valoir domaniaux, de marché et de main d'œuvre.
- 7 À plus d'un titre, le fief de Matsumae se trouve donc être le lieu de multiples entorses au système shogunal-domanial, et à l'ouverture commerciale sélective, matérialisant ainsi les limites du système économique mis en place par les Tokugawa. Dès le début du XVIII^e siècle, nombre de lettrés s'interrogent d'ailleurs sur le potentiel agricole et aurifère de l'île, et les bénéfices que le shogunat pourrait en retirer. Namikawa Tenmin 並河天民 prêche le premier l'expansion et le défrichage de l'île (*kaitaku-ron* 開拓論). Dans un but similaire, Arai Hakuseki 新井白石 compile dans sa *Description d'Ezo* (*Ezo-shi* 蝦夷志) toutes les informations connues dans les années 1720 sur l'île. Parallèlement, les envoyés shogunaux sur place, tels que Satō Nobukage 佐藤信景 et Sakakura Genjirō 坂倉源次郎, se font souvent les avocats d'une exploitation agricole et aurifère shogunale de l'île. Ces premiers écrits ne remettent pas foncièrement en question la politique shogunale vis-à-vis d'Ezo, ni les restrictions maritimes, mais se veulent au contraire un soutien à la politique shogunale d'isolement partiel en vigueur.
- 8 Ce n'est finalement que quelques décennies plus tard, et dans un contexte intérieur et extérieur nouveaux, que les traités d'ouverture et de défense remettant en cause le statut d'Ezo se développent ; nous les abordons dans notre quatrième partie. L'essor de ces réflexions autour du septentrion japonais est indissociable de l'influence croissante des études hollandaises (*rangaku* 蘭学), charriant dans leur sillon des idées nouvelles. Il bénéficie également d'un contexte politique moins frileux vis-à-vis des innovations en matière d'économie et axé sur la recherche du profit sous le *rōjū* Tanuma Okitsugu 田沼意次. En outre, en cette fin de XVIII^e siècle, les considérations économiques de ces

traités se doublent de considérations géographiques, stratégiques et défensives, conséquences de l'implantation des Russes en Extrême-Orient, au Kamtchatka et dans les Kouriles. En partie motivée par les récits des naufragés japonais échoués dans cette région, cette expansion orientale russe date de la fin du ^{xvii}^e siècle, mais elle ne devient connue du Japon qu'en 1771, suite au passage de Maurice Benjowski. À la tête de la nouvelle vague de réflexions géographiques et stratégiques autour du septentrion qui s'ensuit, nous nous sommes penchés sur les écrits de Hayashi Shihei 林子平 (*Sankoku tsūran zusetsu* 三国通覧図説) et de Kudō Heisuke 工藤平助 (*Akazeo fūsetsu kō* 赤蝦夷風説考).

- 9 Les réflexions que ces textes ont suscitées de la part du shogunat font l'objet d'une cinquième partie. Nous y avons analysé les rapports des expéditions shogunales envoyées sur place par les *rōjū* Tanuma et Matsudaira Sadanobu 松平定信 en 1783, 1785 et 1788. Elles révèlent la présence à Matsumae de produits de contrebande (c'est-à-dire d'un commerce non autorisé par les restrictions maritimes), de trappeurs russes dans les Kouriles méridionales, le passage de navires étrangers sur l'île, tenu secret par le fief, et enfin le mauvais traitement des Aïnous dans les *basho*. De fait, ces derniers se soulèvent dans l'extrême nord-est en 1789, tuant la quasi-totalité de la population japonaise sur place. Dès lors, trois politiques shogunales sont possibles : une ouverture et un défrichage de l'île sous son égide, une tutelle partielle de la région – ces deux premières options impliquant des mesures envers les populations autochtones, une présence militaire et un embryon de défrichage –, ou un statu quo sous surveillance. Dans un tel contexte, une opposition naît peu à peu entre un fief soucieux de maintenir son assise régionale, minimisant de ce fait la présence russe et les risques qu'elle implique, et un gouvernement central à qui échoit la responsabilité du bien-être de ses sujets ainsi que la défense territoriale, et qui souhaite parer à toute éventualité. Parallèlement, une opposition naît parmi les lettrés, d'origines variées, qui s'intéressent au septentrion à la fin du ^{xviii}^e siècle. La question qui se pose est celle de savoir si une île d'Ezo défrichée et prospère – sous égide shogunale – jouerait plutôt le rôle d'appât ou de rempart vis-à-vis des Russes. Ces interrogations sont souvent intégrées à une réflexion plus large sur une « gouvernance du pays (pour le bien du peuple) », *keikoku* 経国, *keisei* (*saimin*) 経世 (済民). La question du statut d'Ezo semble donc intrinsèquement liée à un questionnement sur les politiques shogunales en matière d'économie, de relations avec l'étranger et de défense.
- 10 Certains se positionnent en faveur d'une politique de défrichage et d'administration à abandonner en cas d'attaque russe (Nakai Chikuzan 中井竹山, *Sōbō kigen* 草苧危言), ou en faveur de l'éducation des Aïnous dans un but à la fois stratégique et humain (Chikuzan, et Mogami Tokunai 最上徳内, *Ezo sōshi* 蝦夷草紙, et *Ezo-koku fūzoku ninjō no sata* 蝦夷国風俗人情之沙汰). D'autres, à l'instar de Nakai Riken 中井履軒, prônent une politique de non-défrichage d'une zone à utiliser comme pare-feu. Parmi les principaux théoriciens de l'ouverture d'Ezo, le mathématicien et économiste Honda Toshiaki 本多利明 se fait l'avocat de l'ouverture commerciale maritime (*kaikoku-ron* 開国論), nécessaire à une modernisation des techniques de navigation, cruciale pour le bien-être et la protection du peuple d'une nation maritime (*Seki i dōsei* 赤夷動静). Il partage ce thème de réflexion avec Hayashi Shihei, qui met en exergue la faiblesse du système de défense japonais et la nécessité de s'inspirer des techniques militaires occidentales, mieux adaptées à l'insularité japonaise, au détriment de la stratégie militaire continentale chinoise (*Kaikoku heidan* 海国兵談). Cette dernière volonté est doublée du

souci de mettre en place « un pays prospère et une armée forte » (*fukoku kyōhei* 富国強兵), déjà exprimé par Namikawa Tenmin. On perçoit que le statut de l'île d'Ezo cristallise les interrogations concernant les limites des interdictions maritimes de l'ère Kan'ei et pose la question de la pertinence du verrouillage partiel : se positionner vis-à-vis d'Ezo permet donc de se positionner vis-à-vis de la politique shogunale, et vis-à-vis de l'étranger.

- 11 Notre sixième et dernière partie se penche sur la mise en place effective du contrôle shogunal sur Ezo. L'arrivée du Russe Adam Laxman à Nemuro en 1792 a joué à cet égard le rôle de déclencheur : elle rend une politique de statu quo désormais inenvisageable. L'ambassade de Laxman achève de briser l'illusion d'imperméabilité de la politique d'« ouverture sélective » et induit la nécessité pour le gouvernement shogunal de statuer sur le territoire aïnou. En sus, les naufragés japonais ramenés par Laxman incarnent la caducité des édits de l'ère Kan'ei ; leur connaissance de la langue russe et des mœurs moscovites soulignent d'autant l'étendue de la méconnaissance japonaise de la Russie. Cette prise de conscience des élites gouvernementales est perceptible dans les écrits de Matsudaira Sadanobu (*Uge no hitogoto* 宇下人言 et *Roshia toriatsukai tedome* 魯西亜取扱手留). Ces textes proposent une véritable réflexion sur les édits de l'ère Kan'ei, qualifiés de « loi ancestrale » (*sohō* 祖法), ou « loi nationale » (*kokuhō* 国法). La nécessité de changements est attestée de nouveau par les passages à Ezo de l'Anglais William Broughton en 1795 et 1797, et la révélation par le précepteur domanial Ōhara Sakingo 大原左金吾 de l'incapacité de Matsumae à garantir la sécurité septentrionale (*Chihoku gūdan* 地北寓談, *Hokuchi kigen* 北地危言). Dans ses écrits, il insiste également à son tour sur l'importance de développer « un pays prospère, et une armée forte », et sur les devoirs urgents (*kyūmu* 急務) du shogunat en vue d'un changement de politique. Cette urgence réitérée par Honda Toshiaki (*Keisei hisaku* 経世秘策, *Yon dai kyūmu ni kan suru jōsho* 四大急務に関する上書), qui y voit un moyen pour le Japon de devenir un « grand Japon » (*Dai Nippon* 大日本), et même un « grand empire du Japon » (*Dai Nippon teikoku* 大日本帝國).
- 12 Après une dernière mission shogunale jusqu'à Itouroup en 1798, le changement est entériné au tournant de 1799 ; le shogunat prend le contrôle de la partie orientale de l'île d'Ezo, façade la plus exposée aux menaces étrangères, « verrou de la porte nord du Japon » (*hokumon no sayaku* 北門の鎖鑰). Le fief se voit enlevé la gestion de l'île, des mesures de bienveillance et d'assimilation envers les Aïnous sont mises en place. À notre sens, cet événement représente la première étape d'un glissement dans la politique visant les rapports avec l'étranger : le « pays verrouillé » (*sakoku* 鎖国), qui a un temps garanti la protection de la population contre le prosélytisme chrétien et servi le protectionnisme commercial, doit désormais se préparer à l'ouverture (*kaikoku* 開国), qui garantirait la protection du peuple contre les agressions extérieures et contre la famine.
- 13 Cette thèse démontre donc que par sa position géographique, l'île d'Ezo a été le théâtre de la rencontre entre plusieurs mondes, ce qui a donné lieu à des phénomènes uniques. De ce fait, les réflexions concernant son statut ont ouvert la voie à des considérations plus vastes sur de possibles changements économiques, territoriaux, stratégiques, politiques et diplomatiques pour le Japon. Les entorses de Matsumae aux édits de l'ère Kan'ei, ainsi qu'au système de gouvernance bicéphale shogunal-domanial illustrent leur caducité, à l'instar des rapports protocapitalistes établis dans le cadre du système des *basho*. Ces derniers matérialisent dans le même temps le décalage entre les institutions

shogunales et domaniales, la vision confucéenne du commerce et la réalité locale. En sus, l'incapacité domaniale de garantir la sécurité du septentrion et la présence des Russes mettent en lumière l'échec du modèle militaire sinocentré, et la pertinence des restrictions en matière de techniques maritimes.

- 14 En nous penchant sur l'exemple septentrional, nous avons donc pu observer que les deux siècles et demi d'ouverture sélective et d'isolement partiel n'ont pas figé les rapports avec l'étranger ou les réflexions concernant la politique shogunale, bien au contraire. À travers les textes des lettrés axés sur le septentrion, on perçoit les prodromes des courants de pensée de la fin du XIX^e siècle, qui ont pour but la sécurité et la prospérité nationale : le « rejet du barbare » (*jō.i* 攘夷), l'« ouverture du pays » (*kaikoku* 開国), le rejet de modèles asiatiques au profit de modèles occidentaux (*datsua nyūō* 脱亜入欧), et enfin l'idée d'un Japon en tant qu'État – et non simple conglomérat de fiefs – où vit une population qui doit être nourrie et protégée par un gouvernement central éclairé (*keisei saimin* 經世済民). Il apparaît donc que la compréhension et la prise en compte des enjeux de la domination du nord rendent possible celle des changements que le Japon s'apprête à vivre au cours du XIX^e siècle.